

Les subsides

membre de la bande à tous les intéressés. Nous ne pouvons en aucune façon accepter que des maris soient séparés de leurs femmes ou des femmes, de leurs enfants. La séparation des familles n'est pas le but recherché et cela n'entre pas non plus dans le mode de vie canadien, mais cela pourrait bien arriver. Ce n'est que lorsque cette question centrale de l'égalité sera réglée que nous pourrions nous pencher sur le programme d'autonomie politique et faire en sorte que le programme du ministre, et non pas celui du vice-premier ministre, commence à être appliqué.

En fin de semaine, nous célébrons la Fête des Mères. Faisons en sorte que ce soit une journée de solidarité et de réjouissance et de regroupement familial pour toutes les générations. Donnons un exemple du plus grand respect possible des droits de la personne à tous ceux qui se partagent cette merveilleuse terre. Soyons des gens de parole. Assurons-nous de supprimer la discrimination et non pas simplement de la déplacer.

M. Manly: Les observations de la députée de Mount Royal (M^{me} Finestone) m'ont beaucoup intéressé. Elle a dit avoir été passionnée par le déroulement fascinant de la Conférence des premiers ministres. Elle a eu alors l'occasion de voir l'attitude du premier ministre (M. Mulroney) et celle de certaines provinces. Elle a pu constater la réaction de certaines provinces, surtout celles de l'Ouest, à toute la question de l'autonomie politique des autochtones. Je crois qu'elle a pu se faire une idée de leur façon globale d'aborder les questions autochtones. Forte de cette expérience, pourrait-elle nous donner son opinion au sujet de la proposition contenue dans le rapport du groupe de travail et le mémoire au cabinet, selon laquelle les provinces devraient avoir davantage de responsabilités dans le domaine des affaires indiennes? Suite à la réaction des provinces à la Conférence des premiers ministres, que pense-t-elle de cette recommandation?

Mme Finestone: Monsieur le Président, c'est là une question que je me suis posée moi-même alors que j'ai assisté à une ronde de négociations incroyables. Ce qui m'a particulièrement frappé, c'est la proposition de la Saskatchewan dont le député a parlé tout à l'heure, si je ne m'abuse, la répugnance à agir de l'Alberta, les observations pleines de sensibilité du premier ministre du Nouveau-Brunswick et le trouble évident chez bon nombre de ces premiers ministres qui étaient placés dans une situation où ils devaient penser à eux-mêmes en premier et aux autochtones ensuite. Ils ne pensaient qu'à ce qu'ils pourraient perdre éventuellement, notamment les terres, les revenus, ainsi de suite. Je ne pense pas que les intérêts primordiaux des autochtones aient été présents à l'esprit de tous ces premiers ministres. Le gouvernement l'a peut-être souhaité, mais compte tenu de toutes les tractations et manœuvres qui avaient lieu—il est évident que lors des pauses café, on a dû forcer la main à certains d'entre eux—il était aisé de voir l'isolement ressenti par l'Assemblée des premières nations lorsqu'elle n'était pas d'accord avec les groupes de la CCN, celui des Inuits qui pâtissaient et des Métis qui essayaient de faire valoir leur point de vue. A mon avis, les provinces et les peuples autochtones n'ont pas encore réussi à trouver la position qui leur convient le mieux et les autochtones, pour la plupart d'entre eux, préférèrent négocier avec le gouvernement fédéral à qui ils font plus confiance car ils estiment que c'est ce dernier qui au départ était responsable de leur sort.

M. Holtmann: Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la députée de Mount Royal (M^{me} Finestone). D'après ce qu'elle sait de la façon dont le gouvernement précédent a traité le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, croit-elle qu'il était sur la bonne voie? Croit-elle qu'il ait adopté les solutions qu'il fallait pour régler les problèmes de nombreux autochtones? Je voudrais connaître son point de vue sur ce qui a été fait auparavant. Je voudrais savoir si la députée est d'avis que notre gouvernement a, dans sa grande sagesse, entrepris de régler le problème avec des solutions opportunes.

Mme Finestone: Monsieur le Président, la question est intéressante. Je rappelle au départ que je n'étais pas ici, et je ne peux donc pas me prononcer sur les initiatives prises par le gouvernement précédent. A l'instar du député, j'ai écouté attentivement tous ces groupes qui ont comparu et j'estime en toute honnêteté qu'il s'impose de faire quelque chose pour régler le problème causé par les bureaucrates et les fonctionnaires. Je ne pense pas qu'un seul des ministres nommés à ce poste depuis un siècle ait eu son mot à dire. Nous avons plutôt perdu du terrain au profit de ceux qui jonglent avec les droits des sous-ministres, des sous-ministres adjoints et des représentants des Indiens, et ce sont ces représentants qui «désémancipent» pour ainsi dire les Indiens et leur font perdre leur rang. Tout comme moi, le député a entendu des histoires les unes plus incroyables que les autres, et je me demande même si les ministres étaient au courant.

Le député ne devrait donc pas chercher à blâmer le gouvernement libéral précédent. Je n'en faisais pas partie à l'époque et je ne suis donc pas en mesure d'en rendre compte. Mais que s'est-il passé depuis 117 ans? A ce qu'il me semble, le parti du député a gouverné un certain temps pendant cette longue période.

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Questions ou commentaires, l'honorable député de Lac-Saint-Jean (M. Côté) a la parole.

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, en fait, j'ai une question à poser à l'honorable députée. Même si elle n'était pas ici, avant d'arriver ici, elle devait se tenir au courant des actualités et de ce qui se passait dans notre pays. Je disais donc que même si vous n'étiez pas ici, vous vous êtes tenue informée, vous étiez au Canada, j'imagine!

Mme Finestone: J'étais au Québec.

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, alors, vous vous êtes tenue, au Québec en particulier, informée de ce qui se passait dans le pays, mais est-ce que la situation s'est tellement aggravée durant les derniers mois? Le problème que l'on vit, auquel on a à faire face aujourd'hui, existait antérieurement, et depuis 50 ans au moins, c'est un parti libéral qui était au pouvoir. Qu'ont-ils fait?

Le président suppléant (M. Charest): L'honorable députée de Mount Royal (M^{me} Finestone).

Mme Finestone: Je vous remercie, monsieur le Président. Je suis ravie que l'on m'ait posé cette question. J'aimerais porter à votre attention que j'ai participé avant hier à une réunion avec les femmes autochtones du Québec qui sont venues ici, toutes déçues, elles ont cru trouver un ami parmi vous, mais elles sont déçues parce que vous les avez... «You tricked